

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

Pour en revenir aux pêches, le secteur de la transformation du poisson en Colombie-Britannique est sous le coup d'une décision du GATT. Un pêcheur du nom de Bruce Burrows m'a écrit une lettre intéressante que j'aimerais verser en partie au compte rendu. Voici:

Avant de partir pour la pêche cet été, je dois me dilater un peu la rate devant un autre exemple de la stupidité et de la mollesse du gouvernement fédéral. Je veux parler de la décision de Brian Mulroney de ne pas en appeler de la décision récente du GATT concernant les exportations de poisson de la côte ouest.

Ne serait-ce que pour vous rafraîchir la mémoire, je vous dirai qu'il s'agit d'une décision d'un tribunal de commerce international auprès de qui les États-Unis s'étaient plaints de ce que le règlement canadien exigeant qu'une partie de notre poisson soit transformé au Canada avant d'être exporté était contraire au traité du GATT.

... J'examinerai plus tard les répercussions économiques de cette décision, mais si j'enrage, c'est surtout parce que cette décision est nettement une atteinte à la souveraineté du Canada. Il s'agit de notre poisson, de nos ressources naturelles. Nous devrions pouvoir décider d'une façon absolue et définitive comment nous voulons en disposer. Si nous en avons le désir, nous devrions également avoir le droit de décider que chaque saumon exporté de la Colombie-Britannique aura dorénavant une cerise dans la gueule et s'appellera un cochon marin. Évidemment, notre gouvernement conservateur qui ne sait normalement négocier avec les Américains qu'à genoux ou les jambes écartées, voit les choses autrement.

C'est là une excellente description de la façon dont le gouvernement a mené les négociations par le passé. Ces propos ne sont pas ceux d'un préparateur, mais d'un pêcheur de la Colombie-Britannique. Il termine ainsi:

A mon avis, seulement trois voies possibles s'offrent à nous: ordonner que Mulroney et ses confrères subissent une greffe de la colonne vertébrale, leur acheter à tous des genouillères pour la prochaine ronde de négociations, ou botter dehors ces flagorneurs impénitents à la première occasion.

Je suis certes d'accord avec lui là-dessus. L'entente de libre-échange dont nous sommes saisis est certes l'entente la plus importante à laquelle le Canada ait participé. J'estime que les Canadiens doivent avoir la chance de dire ce qu'ils en pensent avant qu'elle ne soit adoptée. Je mets le premier ministre et le gouvernement au défi de dissoudre la Chambre sur-le-champ, d'en appeler à l'électorat, et de laisser les Canadiens décider si le libre-échange est avantageux pour le Canada. Quant à moi, je voudrais que les Canadiens puissent faire connaître leurs vues. A mon retour, je serais disposé à appuyer le libre-échange si telle est la volonté des électeurs. Je soutiens toutefois que les habitants d'une province comme la mienne ont tout à perdre et rien à gagner du libre-échange.

● (1650)

Si le libre-échange et l'accès au marché américain sont si importants, pourquoi les agriculteurs, les pêcheurs et les exploitants forestiers de l'État du Maine ne font-ils pas beaucoup d'argent? Nous savons que leur situation est bien pire que la nôtre. Les habitants des collines du Kentucky ont la vie beaucoup plus dure que nous.

M. Sid Fraleigh (Lambton—Middlesex): Madame la Présidente, j'ai écouté avec intérêt le chef du parti socialiste énumérer tout ce qui fait de nous des Canadiens. Je suis d'accord avec lui à propos de ce qui nous rend différents, parce que nous sommes différents. Nous sommes canadiens.

Je ne partage toutefois pas son opinion quant aux conséquences pour le Canada de la signature d'un traité commercial avec un de nos partenaires commerciaux. Le commerce entre le Canada et les États-Unis a considérablement augmenté

depuis 20 ans. Durant cette période, bon nombre des programmes mentionnés par le chef du parti socialiste ont été mis en train ou ont subi d'importantes améliorations.

Pourquoi l'amélioration ou l'expansion du commerce mettraient-elles en danger ces programmes dont nous bénéficions, que nous appuyons et qui nous distinguent en tant que Canadiens?

Beaucoup des programmes dont nous bénéficions doivent être financés. Que je sache, la meilleure façon de maintenir et de financer ces programmes est d'avoir une économie solide et dynamique.

Je voudrais prendre une minute pour répondre au député libéral d'Egmont (M. Henderson) qui a posé une question qui, à mon avis, mérite une réponse. Il a demandé pourquoi les gens n'annonçaient pas leur intention de construire des usines. Une des raisons est que son chef est totalement négatif et menace de déchirer l'accord s'il est élu premier ministre du Canada, Dieu nous en préserve. Je suis persuadé qu'une fois l'accord entériné, le Canada connaîtra une période de stabilité et de croissance économique. Cette stabilité sera due en grande partie à l'élimination des incertitudes auxquelles font face nos industries et nos commerçants lorsqu'ils traitent avec notre plus important partenaire commercial, les États-Unis.

Je prévois que l'accord ne sera ni un désastre ni une panacée pour le Canada. D'autres problèmes commerciaux se manifesteront, comme en témoignent des décisions récentes du GATT. Cependant, tout ce que nous pouvons faire pour aplanir les obstacles dans l'intérêt du Canada constitue un pas dans la bonne direction.

J'ai l'intention de limiter mes commentaires aux répercussions de l'entente commerciale sur ma circonscription, qui est surtout agricole, mais qui compte un certain nombre de petites usines industrielles concentrées dans la région urbaine ainsi qu'une grande usine pétrochimique. Ma circonscription ressemble probablement à bien d'autres et reflète assez fidèlement l'ensemble du Canada.

Lorsque le gouvernement actuel a amorcé les négociations menant à cette entente, nous avons pris certains engagements à l'égard de l'agriculture. Nous avons promis de mener des consultations et nous l'avons fait en constituant des conseils consultatifs sectoriels du secteur privé pour appuyer nos négociateurs.

Le groupe qui représentait les secteurs de la production agricole et de l'alimentation était composé de personnes très estimées de leurs pairs à cause de leur expérience de divers secteurs. Ayant eu l'occasion de connaître certaines d'entre elles personnellement, je puis assurer la Chambre qu'elles étaient d'une compétence exceptionnelle et que leur apport à la table des négociations a été considérable. Comme Canadiens, il nous faut les remercier de leur excellent travail.

Nous nous sommes également engagés à défendre le secteur de la gestion de l'offre en assurant le maintien du régime de commercialisation et de contrôle des importations dont dépend sa survie. Non seulement nous avons tenu parole, mais dans le secteur laitier nous avons aussi ajouté la liste d'un certain nombre de produits de transformation jugés vulnérables. Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a déclaré à maintes reprises que tout produit de transformation secondaire constituant un menace pour un régime de gestion de l'offre serait ajouté à